

## CE arrêt 17 mai 2013 VNF

Par **Malwen**, le **25/11/2013** à **18:50**

Bonjour,

J'ai eu ce sujet à travailler et je dois faire un plan dessus. Est-ce que quelqu'un pourrait me dire si mon plan est hors sujet ou non ?

Tout d'abord ma problématique : quel juge est compétent concernant ce litige entre les usagers et l'établissement public ? Le juge judiciaire ou administratif ?

Solution de l'arrêt : juge administratif.

I. Pour les textes : juge judiciaire.

A. Les textes législatifs

Les lois de 1991, de 1990 et l'art L 4412-1 code du transport. C'est un établissement public industriel et commercial donc juge judiciaire.

B. Les exceptions

Le cas rappelle le principe si SPIC - JJ.

Mais il y a des exceptions : réglementation, pouvoir de police et réglementation des prérogatives de puissances publiques la c'est juge administratif.

II. Selon le CE JA compétent.

À. Des critères non déterminants.

Objet

Financement : c'est une redevance ça devrait être un SPIC.

Fonctionnement : c'est une délégation à un établissement donc c'est un SPIC.

Pourtant la solution est un SPA.

B. Prérogatives de puissances publiques.

Contenu que c'est à cause d'une mission d'ordre public, cela concerne dans la nature de l'administratif, c'est le juge administratif.

J'ai vraiment beaucoup de mal en administratif...